

Les longues côtes du Canada sont, elles aussi, menacées par la pollution. L'hiver dernier, deux importants déversements de pétrole se sont produits sur la côte ouest.

Les changements atmosphériques

Les experts du gouvernement fédéral déclarent que l'épaisseur de la couche d'ozone a déjà diminué de 3 à 4 p. 100 à des latitudes comme celle de Toronto. Ils estiment que les risques de cancer de la peau chez les gens qui vivent dans cette région très peuplée sont 8 à 16 p. 100 plus élevés qu'ailleurs en raison du plus grand nombre de radiations solaires traversant la couche d'ozone endommagée.

Certaines substances chimiques sont cancérogènes.

Le Canada a connu toute une série de périodes de sécheresse dans les années 1980. Il est encore trop tôt pour dire s'il s'agit des premières manifestations de l'effet de serre mais, de toute façon, les chercheurs affirment que c'est à cela qu'il faut s'attendre à mesure que le climat se réchauffe. Un changement de climat au Canada bouleversera le cycle de l'eau, entraînant des changements dramatiques pour l'agriculture, les forêts, la production d'énergie hydro-électrique et même l'avenir des villes côtières.

On prévoit un assèchement notable du climat des Prairies, provinces productrices de produits alimentaires, ce qui réduira la quantité de céréales disponibles pour l'exportation. Les Grands Lacs, quant à eux, verront probablement le niveau de leurs eaux baisser, avec pour con-

séquence une diminution du trafic maritime et de la production d'électricité dans des centrales comme celles de Niagara Falls.

Sur le littoral, le niveau des océans va remonter, menaçant des villes construites au niveau de la mer comme Charlottetown et Saint John. D'ici un siècle ou deux, la province de l'Île-du-Prince-Édouard risque d'être coupée en trois ou quatre petites îles.

Réparons nos dégâts

L'émergence d'une opinion publique favorable à un environnement plus propre a contribué à la multiplication des grandes opérations d'épuration.

Le Canada a consacré plus d'un milliard de dollars au traitement des eaux usées afin de réduire la pollution des Grands Lacs, et les États-Unis en ont dépensé encore davantage.

Le Canada est actuellement engagé dans un programme de réduction massive des pluies acides dans la moitié est du pays, là où les problèmes sont les plus sérieux. Les usines de cuivre et de nickel, les centrales au charbon et les automobiles sont toutes contraintes de respecter des normes de propreté.

De 1980 à 1994, les émissions polluantes d'anhydride sulfureux, cause de précipitations chargées d'acide sulfurique, seront réduites de moitié, au coût d'environ 500 millions de dollars par année.

En outre, les appareils de contrôle de la pollution rendus obligatoires sur les automobiles neuves permettront d'éviter une augmentation des émissions d'oxydes d'azote, qui se transforment en acides nitriques et contribuent à la formation d'une couche d'ozone dangereuse à basse altitude.

La couche d'ozone

Parallèlement, le Canada s'efforce de sauvegarder la couche d'ozone qui, à haute altitude, protège la planète des dangers d'une exposition à des radiations solaires excessives.

En 1987, le Canada a accueilli la conférence à l'issue de laquelle a été signé le Protocole de Montréal, accord international visant à réduire de moitié d'ici 1999 les émissions de substances chimiques dommageables pour la couche d'ozone. Au début de cette année, M. Lucien Bouchard, ministre de l'Environnement, a annoncé que le Canada entend éliminer complètement ces produits d'ici une décennie. Il a instamment prié les autres pays de se donner pour objectif une réduction de 85 p. 100 de ces produits chimiques.

Vers un environnement plus sain au Canada

Les Canadiens assument aussi personnellement la responsabilité de nettoyer leur environnement. Dans certaines régions, la population fait le tri de ses déchets dans un effort pour recycler ceux qui ont encore de la valeur et ralentir ainsi le flot des matières qui remplissent les dépotoirs du pays.

Des enquêtes ont montré que les Canadiens souhaitent pouvoir acheter des produits qui ne causent aucun dommage à l'environnement. Quatre personnes sur cinq seraient même disposées à payer jusqu'à 10 p. 100 de plus pour de tels produits. En 1988, Environnement Canada a lancé un programme destiné à aider les consommateurs à se procurer des produits qui permettent de soulager la pression exercée sur l'environnement.



Drew Gragg